



1er Avril 2010

1er Avril 2011

1 an déjà

ALERTER

RÉSISTER

S'INDIGNER

Déjà un an pour l'ARS? Le temps est donc venu d'un premier bilan ! Trop tôt, car tout n'est pas encore en place ? Eh bien, c'est justement là le premier bilan qui saute à la figure de ceux qui se penchent sur la question !

Le personnel victime d'une véritable maltraitance institutionnelle...

Si la situation est variable d'une agence à une autre, pour celle, il a mis en place une équipe rapprochée qui a pris les « commandes » et n'a pas fait dans la dentelle :

- mises au placard d'agents et management à la serpe,
- discours brutaux et technocratiques, souvent humiliants du genre « on va vous faire travailler autrement » ou « vous allez changer de métier ! »...
- Multiplication des niveaux hiérarchiques entraînant des conflits entre « chefs »
- Cloisonnements des services qui ne communiquent plus entre eux
- Absence de perspectives claires sur les missions
- Reconcentration des missions au siège régional et désinvestissement du terrain par abandon des délégations territoriales dont les missions s'amenuisent.
- Absence de formation et d'accompagnement des personnels transférés de l'assurance maladie
- Mise en route simultanée de nombreux chantiers, sans coordination ni logique d'ensemble

A ces facteurs internes viennent se cumuler ceux imposés par la politique du gouvernement :

- le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui dépouille les services
- le développement des emplois précaires
- des déménagements pour répondre à la politique interministérielle de restriction des espaces de travail

Dans ce grand chambardement permanent, une seule chose compte : la **communication** ! Elle était un moyen, elle est devenue une fin en soi. Cet usage immodéré de « la com' » est la vraie marque de fabrique des ARS... et cela alors que nous sommes en période de baisse drastique de notre budget de fonctionnement

Une idéologie source d'inefficacité

Une culture de « l'objectif », caricature de la technocratie sanitaire

Le fonctionnement des ARS répond aux Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) où l'on oublie de plus en plus les besoins du terrain et les moyens au profit des objectifs, indicateurs, reporting...

Les agents, eux, passent un temps inimaginable à entrer des données dans des tableaux, des logiciels, à les faire remonter, les corriger... Et pendant ce temps là, sur le terrain, la vie réelle continue et les services ont de moins en moins de temps à consacrer aux réponses aux besoins de la population.

Une démocratie sanitaire, faux nez d'une véritable bureaucratie

La loi HPST a prévu la mise en place d'une ribambelle d'instances les plus diverses censées recueillir les avis des partenaires, des acteurs locaux, des élus, des représentants d'usagers.

Tout cela ressemble à d'immenses « groupes de parole » où tout se dit, dans le plus grand désordre, mais où rien ne se retient... C'est la démocratie du "cause toujours", qui permettra au directeur général de faire ce qu'il veut tout en disant qu'il a consulté tout le monde.

Au final, de graves conséquences prévisibles en terme de santé publique

Le véritable projet porté par l'ARS, ce sont les coupes sombres :

- dans les budgets hospitaliers (les Missions d'Intérêt Général ou MIGAC),
- dans les financements des réseaux (FIQCS) permettant des liens indispensables entre soins hospitaliers, soins de ville et associations
- dans les budgets affectés à la prévention...

Des dizaines d'associations attendent toujours l'appel à projet qui leur permettra de poursuivre leurs actions de promotion de la santé...

Ainsi, on continue à s'éloigner de plus en plus de la « maîtrise médicalisée des dépenses » pour entrer dans le dur, la maîtrise tout court...

Un aspect moins connu de nos missions est particulièrement emblématique du recul du service public : la santé environnementale

Un ras le bol des personnels qui ont décidé de réagir

Depuis l'installation des ARS, les personnels ont fait des efforts méritoires pour comprendre et s'insérer dans une réforme qui, faisant table rase du passé, a entraîné une désorganisation absolue et une véritable maltraitance institutionnelle encore inconnue dans nos services.

Les élections professionnelles du 15 mars dernier ont montré que les personnels ne sont plus disposés à se laisser faire... Près de 94% de taux de participation pour les personnels de l'Etat et 100 % pour ceux de l'Assurance Maladie... Un véritable plébiscite des syndicats CFDT, CGT, FO et UNSA, que les candidats aux cantonales auraient aimé rencontrer... Des syndicats qui dénoncent depuis un an les détériorations des conditions de travail dans l'ARS et leur rejet des méthodes actuelles de management.

Il faut aujourd'hui que la Direction entende ce message fort ! Si elle ne le fait pas, elle prendra le risque de provoquer des mouvements beaucoup plus durs !

Une désorganisation absolue destinée à cacher de très grands reculs en terme de services publics.